

« Imaginer l'Empire ». Étude d'un concept étatique carolingien et évolution du vocabulaire politique dans le royaume et l'empire franc (768-840) et dans la *Francia Occidentalis* (840-877)

Andrey Grunin



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/181>

DOI : 10.4000/ifha.181

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Édition imprimée

Date de publication : 6 février 2011

ISSN : 2190-0078

Référence électronique

Andrey Grunin, « « Imaginer l'Empire ». Étude d'un concept étatique carolingien et évolution du vocabulaire politique dans le royaume et l'empire franc (768-840) et dans la *Francia Occidentalis* (840-877) », *Revue de l'IFHA* [En ligne], 3 | 2011, mis en ligne le 19 avril 2012, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/181> ; DOI : 10.4000/ifha.181

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

©IFHA

« Imaginer l'Empire ». Étude d'un concept étatique carolingien et évolution du vocabulaire politique dans le royaume et l'empire franc (768-840) et dans la *Francia Occidentalis* (840-877)

Andrey Grunin

NOTE DE L'ÉDITEUR

Andrey Grunin a soutenu sa thèse de doctorat sous la direction de Guy Lobrichon le 9 décembre 2010, à l'université d'Avignon. Il a été boursier de courte durée à la Mission historique française en Allemagne à Göttingen en 2009.

Dans le cadre d'une thèse d'histoire du haut Moyen Âge, on a cherché à analyser les constructions politiques à l'époque carolingienne. La chronologie adoptée courait depuis l'accession de Charlemagne au pouvoir en 768, jusqu'à l'éclatement de l'Empire en 877. La différence de plus en plus nette entre la *Francia Occidentalis* et la *Francia Orientalis*, du moins dans le domaine politique, à partir de la seconde moitié du IXe siècle, a obligé à restreindre l'espace géographique d'étude à la partie occidentale de l'Empire à partir des années 840. Dans ce cadre, on a abordé l'histoire politique carolingienne en distinguant l'État comme phénomène et l'État comme concept – ce dernier point se traduisant avant tout par un vocabulaire politique et des notions étatiques fortes¹. On aboutissait ainsi à la problématique suivante : l'État carolingien existe-t-il en tant que concept et, si c'est le cas, par quelles notions politiques ce concept se traduit-il ?

Cette recherche du concept étatique suscite les controverses historiographiques les plus vives. Celles-ci partent de débats portant sur la nature de l'État médiéval en général. La vision communément admise, selon laquelle la modernité a le privilège de l'État, se fonde principalement sur deux arguments. Premièrement, il s'agit de l'apparition du vocable « État », dans le sens qu'il a aujourd'hui. Si l'on accepte le point de vue selon lequel on ne peut parler d'État (qu'il soit historique ou autre) avant que le terme d'État n'existe, la limite chronologique doit être repoussée jusqu'aux XIIIe-XIIIe siècles². Deuxièmement, les caractéristiques que l'on attribue habituellement à l'État, liées à la naissance des nations et à la complexification de l'administration, ne semblent pas se manifester aux époques antérieures aux temps modernes³.

Le débat sur l'existence (ou non) d'une conception d'État à l'époque carolingienne s'est développé tout particulièrement dans l'historiographie allemande. Hans Werner Goetz voit ainsi le *regnum* comme un équivalent d'État dans le contexte des VIIIe-IXe siècles⁴ ; mais face à ce point de vue, Johannes Fried, considérant qu'une exigence fondamentale de l'État consiste à être une structure bien ordonnée, ne trouve un tel ordre que dans la notion d'*ecclesia*⁵. Si cette seconde acception reste, semble-t-il, isolée, le *regnum* bénéficie au contraire des suffrages de la majorité historique comme terme de base pour exprimer l'État.

Par ailleurs, ces controverses historiographiques s'accompagnent d'un renouveau méthodologique. Elles soulignent en effet l'intérêt capital de la statistique lexicale pour mieux apprécier l'évolution du discours politique⁶. C'est pourquoi le sujet de notre étude a logiquement conduit à l'analyse lexicostatistique du vocabulaire carolingien pour aboutir à une reconstruction des notions étatiques. L'analyse entreprise dans ce travail comprenait deux grands volets : l'évolution chronologique d'une notion politique et l'étude de son contexte lexical. Cette approche devait permettre non seulement d'observer les changements survenus dans le vocabulaire politique des VIIIe-IXe siècles, mais également de mettre en lumière des notions les plus significatives pour les concepts politiques.

Le choix des sources à analyser a été dicté par la problématique initiale. Les textes devaient ainsi s'inscrire dans le genre politique. Par ailleurs, étant donné que les divergences historiographiques étaient souvent liées à la différence des sources utilisées, il s'agissait d'embrasser toute cette diversité. En effet, les annales, les biographies royales, la correspondance, les capitulaires et les conciles véhiculaient tous un discours politique spécifique, tantôt personnalisé par l'auteur, tantôt officialisé par la cour impériale.

En outre, l'enquête a pris en compte également les définitions actuelles de l'État. Quatre critères furent ainsi sondés : territoire délimité, homogénéité culturelle, pouvoir institutionnalisé et centralisé, et enfin monopole organisé de la violence. C'est d'ailleurs avec cette définition d'un idéaltype étatique que les médiévistes entament souvent leur quête de l'État médiéval⁷. On a pu constater dans cette étude que la recherche d'une notion globale, apte à répondre aux mêmes besoins et aux mêmes classifications fonctionnelles que l'État moderne, s'est focalisée sur quelques termes bien précis. Par le choix de notions telles qu'*ecclesia*, *regnum* ou *imperium*, les médiévistes se sont efforcés de retrouver une dimension étatique qui embrasserait la totalité de ces critères.

Ce sont donc ces notions politiques clés dégagées par l'historiographie qui ont été choisies, entre autres, pour conduire l'analyse lexicostatistique. L'observation de la distribution chronologique de chacune de ces notions a permis de constater une suprématie nette de *regnum* et d'*ecclesia* dans le vocabulaire politique tout au long de la

période étudiée. L'analyse plus détaillée du contexte lexical a permis de démontrer que le *regnum* s'imposait tout d'abord, par sa forte composante territoriale, qui répondait à l'un des critères énoncés plus haut⁸. L'*ecclesia*, quant à elle, a pu se signaler comme notion semi-étatique, grâce à une conception de l'union de tous ses fidèles dans le cadre d'un seul organisme ordonné, le corps du Christ⁹. L'idéologie de l'unification et de l'intégration des nouveaux territoires pouvait donc prétendre à la création d'une unité culturelle, sur la base d'une religion commune à tous. De ce fait, un troisième terme souvent invoqué, celui d'*imperium*, devient en quelque sorte la projection dans le monde profane de la dimension politique véhiculée par l'*ecclesia*. Le contexte lexical pour l'utilisation du terme d'*imperium* semble en effet dominé par les notions ecclésiastiques. L'*imperium christianum* des Carolingiens cherchait à utiliser les réflexions de l'Église sur la nécessité d'une homogénéité culturelle lors de l'intégration des nouveaux territoires, avec la mise en pratique d'une organisation politique fondée sur les relations stables entre centre et périphérie¹⁰.

En fin de compte, ce qui faisait la force de chaque notion devenait son point faible. Le *regnum* n'arrive pas à se projeter plus loin que l'attachement à un territoire avec ses attributs ethniques ; le tandem *ecclesia-imperium*, à part l'homogénéité culturelle, ne désigne aucune forme d'organisation politique ni économique viable pour maintenir l'organisation interne de l'Empire¹¹. Aucun de ces termes n'embrasse donc la totalité de ces critères étatiques annoncés.

Le contexte politique de la construction d'un nouvel espace étatique de l'Empire permet également l'émergence d'autres notions. C'est notamment l'expression *res publica*, connue déjà à la fin du VIIe siècle¹², qui commence à pénétrer dans le vocabulaire des contemporains de l'époque à partir de la fin des années 780¹³. Or, l'emploi de *res publica* dépasse rarement une moyenne de cinq fréquences par an pour l'ensemble du corpus tout au long de la période étudiée. L'analyse de contexte lexical de l'utilisation de cette expression nous permet de croire que cette réémergence est beaucoup plus complexe qu'un simple calque terminologique des vieilles expressions romaines. La *res publica*, à partir notamment du deuxième quart du IXe siècle, véhicule l'idée d'un pouvoir qui surpasse chaque membre de la société, y compris le roi. La notion se révèle ainsi porteuse d'une dimension politique transpersonnelle manquant aux idées de *regnum*, d'*ecclesia* ou d'*imperium* pour retrouver le concept moderne d'État.

Une chose est certaine : si aucun des termes ne correspond à notre conception de l'État, chaque notion étudiée, à savoir *regnum*, *ecclesia*, *imperium* et *res publica*, en recouvre une partie capitale. Ces composants tous réunis concourent à une dimension politique nouvelle par rapport aux siècles précédents, semblable à notre vision de l'État. Le concept d'État ne se concentre pas dans une seule formule magique, mais s'étale sur ces divers termes. En tenant compte de ces données, on peut attribuer à l'époque carolingienne un idéaltype étatique qui sera la base du terme central d'« État » – des temps modernes¹⁴. Ainsi, au terme de cette étude, on peut affirmer que si le mot « État » n'existait pas aux VIIIe-IXe siècles, le concept étatique, quant à lui, était bien présent.

NOTES

1. Sur la distinction entre phénomène et concept de l'État, voir notamment Rees Davies, « The Medieval State : The Tyranny of a Concept ? » in : *Journal of Historical Sociology*, 16/2, 2003, p. 280 ; Susan Reynolds, « The Historiography of the Medieval State » in : Michael Bentley (dir.), *Companion to Historiography*, London : Routledge, 1997, p. 111.
2. Voir en dernier lieu Jean-Philippe Genet, « Conclusion » in : Wim Blockmans, J.-Ph. Genet (dir.), *Visions sur le développement des États européens. Théories et historiographies de l'État moderne*, Rome : École française de Rome, 1993. Eberhard Isenmann propose le XI^e siècle comme date la plus ancienne de l'apparition de l'État, E. Isenmann, « Staat » in : Liselotte Lutz (dir.), *Lexikon des Mittelalters*, vol. 7, München/Zürich : Artemis, 1994-1995, p. 2154.
3. Voir par exemple Karl Ferdinand Werner, « Histoire comparée de l'administration » in : Werner Paravicini (dir.), *Histoire comparée de l'administration*, Zürich : Artemis, 1980, p. IV-XXXIV, ici p. X ; Joseph. R. Strayer, *On the Medieval Origins of the Modern State*, Princeton : Princeton University Press, 1970.
4. Hans Werner Goetz, « Regnum : Zum politischen Denken in der Karolingerzeit » in : *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte. Germanistische Abteilung*, 104, 1987, p. 110-189.
5. Johannes Fried, « Der karolingische Herrschaftsverband im 9. Jahrhundert zwischen "Kirche" und "Königshaus" » in : *Historische Zeitschrift*, 235/1, 1982, p. 1-43. Voir également l'étude antérieure de Tilman Struve, *Die Entwicklung der organologischen Staatsauffassung im Mittelalter*, Stuttgart : Hiersemann (Monographien zur Geschichte des Mittelalters, 16), 1978, p. 87-91.
6. On citera parmi d'autres les cas de H.W. Goetz, avec l'étude de regnum comme un équivalent de l'État carolingien ; de Bernhard Jussen avec son projet « Political Language in the Middle Ages » qui se focalise sur l'étude du concept étatique ; du nouveau projet européen du Laboratoire de médiévistique occidentale de Paris (LAMOP) intitulé « Signs and States » (2010) qui, dans l'un de ses axes majeurs, utilise la lexicométrie et la sémantique quantitative pour étudier « les mutations culturelles qui ont permis et marqué le développement de l'État moderne en Europe du XIII^e au XVII^e siècle ».
7. Voir par exemple E. Isenmann, « Staat », op. cit. L'auteur met en évidence les critères suivants : la souveraineté politique et territoriale, le monopole de la contrainte physique, le pouvoir centralisé et constitutionnel. La compréhension elle-même de la conception de l'État comme idéaltype se fonde notamment sur les travaux de Max Weber, *Économie et société*, vol. 1 : *Les Catégories de la sociologie*, Paris : Plon, 1995, notamment p. 96.
8. H.W. Goetz, « Staatsvorstellung und Verfassungswirklichkeit in der Karolingerzeit, untersucht anhand des Regnum-Begriffs in erzählenden Quellen » in : Jorg Fichte, Karl Heinz Göller, Bernhard Schimmelpfennig (dir.), *Zusammenhänge, Einflüsse, Wirkungen. Kongressakten zum ersten Symposium des Mediävistenverbandes in Tübingen*, 1984, Berlin/ New York : De Gruyter, 1986, notamment p. 234-235.

9. Mayke De Jong, « Ecclesia and the Early Medieval Polity », in : Stuart Airlie, Walter Pohl, Helmut Reimitz (dir.), *Staat im frühen Mittelalter* (vol. 11), Wien : Verlag der Österreichischen Akademie der Wissenschaften, 2006, p. 113-133.
10. Voir notamment Hans Beumann, « Unitas Ecclesiae, Unitas Imperii, Unitas Regni. Von der imperialen Reichseinheitsidee zur Einheit der Regna » in : *Nascita dell'Europa ed d'Europa Carolingia : Un'equazione da verificare*, Spoleto : Presso la Sede del Centro (Settimane di studio del Centro italiano di studi sull'alto medioevo, 27), 1981, p. 95.
11. Sur ce point, voir Alan Harding, *Medieval Law and the Foundations of the State*, New York/ Oxford : Oxford University Press, 2002, p. 33.
12. On retrouve une expression telle que « rei publicae administratio » déjà en 678 dans les annales de Metz : Bernhard von Simson (éd.), *Annales Mettenses priores, anno 688*, Hannover/ Leipzig : Hahn (Monumenta Germaniae Historica Scriptorum Rerum Germanicarum, 10), 1905, p. 2.
13. Sur la res publica des Carolingiens, voir tout d'abord Yves Sassier, « L'utilisation d'un concept romain aux temps carolingiens : la res publica aux IXe et Xe siècles » in : *Médiévales*, 7/15, 1988, p. 17-29 ; Philippe Depreux, « Nithard et la res publica : un regard critique sur le règne de Louis le Pieux » in : *Médiévales*, 11/22-23, 1992, p. 149-161.
14. K.F. Werner, « L'historien et la notion d'État » in : *Comptes-rendus des séances de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, 136/4, 1992, p. 712.